

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 PARCAY MESLAY

PARCAY MESLAY, le 31/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/10/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CHROM'FLASH (ex METAL COLOR)

97 rue de la Vicairerie

ZI de la Vicairerie

37700 ST PIERRE DES CORPS

Références : VAT20230086
2023/138-FI

Code AIOT : 0010000701

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/10/2022 dans l'établissement CHROM'FLASH (ex METAL COLOR) implanté 97 rue de la Vicairerie ZI de la Vicairerie 37700 ST PIERRE DES CORPS. L'inspection a été annoncée le 23/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHROM'FLASH (ex METAL COLOR)
- 97 rue de la Vicairerie ZI de la Vicairerie 37700 ST PIERRE DES CORPS
- Code AIOT : 0010000701
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société CHROM'FLASH (ex-METAL COLOR) est autorisée par l'arrêté préfectoral (AP) n° 13214 du 17 juillet 1990 à exploiter une unité de poudrage électrostatique.

L'établissement est autorisé par l'arrêté précité à exploiter une chaîne de traitement chimique et un tunnel de phosphatation.

Ces installations de traitement de surface, dont le volume total des bains autorisé est de 49,5 m³ sont soumises à la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite directive IED, car le volume des bains concentrés est supérieur au seuil fixé à 30 m³ et sont, à ce titre, classées sous la rubrique 3260 « Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 mètres cubes ».

Ces installations relèvent des dispositions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales (AMPG) du 30/06/2006 modifié relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 3260 précitée.

L'arrêté préfectoral complémentaire (APC) n°18267 du 10 décembre 2007 précise les conditions de mise en conformité des installations de traitements de surfaces de la société MÉTAL COLOR avec la directive européenne 2008/1/CE relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution, dite directive IPPC, aujourd'hui reprise par la directive IED.

L'unité de poudrage électrostatique, composée d'une cabine d'application de peinture poudre et d'un four de polymérisation, relève par ailleurs de l'AMPG du 02 mai 2002 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2940.

Un récépissé de déclaration de changement d'exploitant, au bénéfice de la société CHROM'FLASH, a été délivré par la Préfecture d'Indre-et-Loire le 11 décembre 2012.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action nationale 100 m autour d'un site SEVESO
- La prévention des risques accidentels

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	NC4 VI du 26/10/2021	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6.I	Arrêté de mise en demeure du 25/09/2020 (Point 1.3 de l'article 1, délai 3 mois)	Consignation	60 jours
2	NC8 VI du 26/10/2021	Arrêté Préfectoral du 17/07/1990, article 59	Arrêté de mise en demeure du 25/09/2020 (Point 2 de l'article 1, délai 6 mois)	Consignation	60 jours
3	NC7 VI du 26/10/2021	Arrêté Préfectoral du 17/07/1990, article 60	/	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Conditions de stockage des déchets	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6.II	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant le thème de visite "Action nationale 100 m autour d'un site SEVESO", il n'a pas été constaté de présence de produits à caractère inflammable, combustible ou comburant, ou de déchets susceptibles de présenter des risques d'incendie ou d'explosion pouvant se propager au site SEVESO voisin.

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : NC4 VI du 26/10/2021

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6.I
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : NC4 VI du 26/10/2021
Prescription contrôlée : [...] Les capacités de rétention ont vocation à être vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux. [...]
Constats : La rétention globale associée au tunnel de phosphatation et à la chaîne de traitement sur aluminium n'est pas vide de tout liquide.
Observations : NC4 vi 26/10/2021 La rétention globale associée au tunnel de phosphatation et à la chaîne de traitement sur aluminium n'est pas vide de tout liquide. Réponse exploitant : L'exploitant a transmis par courrier du 21/02/2022 les éléments en lien avec l'enlèvement de déchets dangereux liquides contenus dans la rétention globale (30,9 tonnes au total, cf facture PROTEC n° 01220059 du 28/01/2022). Ce point fait l'objet de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25/09/2020 (Point 1.3 de l'article 1, délai 3 mois). Constats au 26/10/2022 : La présence de liquide a été constatée dans la rétention globale précitée au niveau de la cuve « Rinçage n°2 pour Alupret 200 ».
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Consignation
Proposition de délais : 60 jours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/07/1990, article 59
Thème(s) : Risques accidentels, Installation électrique
Point de contrôle déjà contrôlé : NC8 VI du 26/10/2021
Prescription contrôlée : Les installations électriques seront entretenues en bon état ; elles seront périodiquement contrôlées par un technicien compétent. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.
Constats : L'exploitant n'a pas remis en l'état l'installation électrique afin qu'elle ne puisse pas entraîner des risques d'incendie et/ou d'explosion.
Observations : NC8 VI 26/10/2021 : L'exploitant n'a pas remis en l'état l'installation électrique afin qu'elle ne puisse pas entraîner des risques d'incendie et/ou d'explosion. Réponse exploitant : Par courrier du 21/02/2022 l'exploitant a transmis le descriptif des opérations de remise en état réalisées en 2020 sur l'installation électrique. Par mail du 09/03/2022, l'exploitant a transmis le rapport de la vérification de l'installation électrique réalisée le 21/12/2021 par la société DEKRA (Rapport Q18 n°059721032101R 002 M01 en date du 14/01/2022) : le rapport mentionne « l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion » (4 points de non-conformité ou anomalie). Ce point fait l'objet de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25/09/2020 (Point 2 de l'article 1, délai 6 mois). Constats au 26/10/2022 : L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que les 4 points de non-conformité ou anomalie, qui ont amené la société DEKRA à indiquer que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion, ont été résolus. Non-conformités ou anomalies décrites dans le rapport Q18 précité : <ul style="list-style-type: none"> • <i>Ensemble d'appareillage BT TGBT (Atelier poudrage) - compresseur (canalisation) : Canalisation non protégée, installer un dispositif de protection adapté.</i> • <i>Matériels BT METAL COLOR - Atelier poudrage :</i> <ul style="list-style-type: none"> ◦ <i>Coffret électrique de circuits terminaux CLII - acide et eau : Dépôt de poussière important sur les canalisations, à nettoyer.</i> ◦ <i>Coffret chargeur - Coffret électrique de circuits terminaux CLII : Dépôt de poussière important sur les bornes des disjoncteurs, à nettoyer.</i> ◦ <i>Local compresseur - Coffret électrique de circuits terminaux - Compresseur : Dépôt de poussière dans le coffret, à nettoyer.</i>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Consignation
Proposition de délais : 60 jours

N° 3 : NC7 VI du 26/10/2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/07/1990, article 60
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention et lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : NC7 VI du 26/10/2021
Prescription contrôlée : L'établissement sera pourvu d'équipements de lutte contre l'incendie et, le cas échéant, de détection, adaptés et conformes aux normes en vigueur, en particulier : - des robinets d'incendie armés en nombre suffisant par rapport à la taille des installations et aux risques ; - d'extincteurs, en nombre suffisant, avec au minimum un extincteur mobile à poudre de 50 kg.
Constats : L'exploitant ne dispose pas d'un extincteur mobile à poudre de 50 kg. L'exploitant doit justifier que l'installation d'extincteurs est adaptée aux risques (en nombre et en qualité). L'exploitant doit justifier de l'installation de robinets incendie armés en nombre suffisant et adaptés aux risques.
Observations : NC7 VI 26/10/2021 : L'exploitant ne dispose pas d'un extincteur mobile à poudre de 50 kg. De plus, l'exploitant justifie que l'installation d'extincteurs est adaptée au risque (en nombre et en qualité). Constats au 26/10/2022 : L'exploitant ne dispose pas d'un extincteur mobile à poudre de 50 kg fonctionnel et n'est pas en mesure de justifier que l'installation d'extincteurs est adaptée aux risques (en nombre et en qualité). La présence de 2 robinets incendie armés (RIA) a été constatée (atelier peinture poudre et atelier de traitement de surfaces sur aluminium), mais ils ne sont pas fonctionnels au vu des essais réalisés : <ul style="list-style-type: none"> RIA atelier peinture poudre : le tuyau n'a pas pu être raccordé à la lance ; RIA atelier de traitement de surfaces sur aluminium : le tuyau a rompu lors du test (tuyau dégradé du fait de son ancienneté).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 4 mois

N° 4 : Conditions de stockage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6.II
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les déchets susceptibles de contenir des matières polluantes sont stockés à l'abri des précipitations météoriques sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : La benne munie d'un capot, contenant des déchets non dangereux (plastiques et cartons), située en extérieur est relevée par la société PAPREC. La présence de déchets susceptibles de contenir des matières polluantes n'a pas été constatée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet